

**Union européenne - Politique
migratoire - Réponse de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à une question au gouvernement à
l'Assemblée nationale n°2
(Paris, 12 juin 2018)**

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Madame la Députée,

Vous faites référence au drame qui se joue encore en ce moment avec la dérive du bateau Aquarius dans les eaux de la Méditerranée. Nous avons à l'égard de ces situations trois principes :

Le premier, c'est le principe d'humanité. Il n'est pas question de laisser sans solution le débarquement des naufragés déjà éprouvés, dont certains sont particulièrement fragiles.

Le second principe, c'est l'application des règles du droit international qui ont été rappelées tout à l'heure par le Premier ministre. Quand un bateau est à 25 ou 27 miles des côtes italiennes ou maltaises, ce sont les principes de la convention internationale sur la recherche et le sauvetage maritime qui doivent s'appliquer. Il est très regrettable qu'ils ne le soient pas, même si le bateau est dans les eaux internationales, cette convention prévoit que ce sont les autorités de Rome en particulier qui sont amenées à déterminer quel est le port le plus proche et le plus sûr. Ce sont les principes : le port le plus proche et le plus sûr.

Le troisième principe, c'est le pragmatisme. À partir du moment où les autorités espagnoles ont proposé que le port de Valence soit le port le plus sûr et le plus proche, - j'ai regardé les cartes - à partir du sud de la Sicile, vous pouvez vous-mêmes consulter les itinéraires, nous avons appuyé les autorités espagnoles. Il y a un port d'accueil possible, cela n'empêche pas le respect du droit et le rappel de nos amis italiens au respect de ce droit.

Cet après-midi d'ailleurs, le ministre de l'intérieur s'entretient avec les autorités espagnoles et italiennes pour essayer d'avancer pour le règlement le plus propre et le plus correct possible de cette situation dramatique./.